

Brochure n° 3081

Conventions collectives nationales

**INDUSTRIES DE CARRIÈRES
ET DE MATÉRIAUX**

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

(11^e édition. – Août 2003)

AVENANT « SALAIRES » DU 29 OCTOBRE 2004

(CENTRE)

NOR : *ASET0550080M*

IDCC : 87

Entre :

L'union régionale des industries de carrières et matériaux de construction du centre (UNICEM-CENTRE), agissant tant pour le compte des organisations syndicales qui la composent qu'au nom et pour le compte des organisations syndicales suivantes :

- syndicat national des producteurs de silice pour l'industrie ;
- syndicat national des fabricants d'isolants en laines minérales manufacturées ;
- syndicat des industries françaises du fibres-ciment,

D'une part, et

L'union régionale Centre CFDT ;

La section fédérale régionale Centre Force ouvrière ;

L'union régionale BATI-MAT-TP CFTC,

D'autre part,

se référant à la convention collective nationale du 22 avril 1955, à l'accord national de salaires du 21 février 1957, notamment à son article 6 paragraphes *b* et *c* qui prévoit l'établissement d'annexes régionales, et à l'accord national du 23 janvier 1992 instituant la création d'une grille de salaires minimaux garantis,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale du 22 avril 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Le présent accord de salaires est applicable dans toute la région géographique de l'UNICEM-CENTRE, constituée par les 6 départements suivants :

Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret.

Article 3

Salaires minimaux de qualification

Les salaires minimaux de qualification qui, conformément à l'article 3 de l'accord national du 23 janvier 1992 étendu, servent de base de calcul de la prime d'ancienneté, restent fixés aux valeurs de l'accord applicable depuis le 1^{er} juillet 2001.

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE (en euros)
OM	120	2,94
OS 1	130	3,05
OS 2	140	3,16
OS 3	150	3,27
OQ 1	160	3,38
OQ 2	170	3,50
OQ 3	185	3,66
OHQ	200	3,84
Chef d'équipe	225	4,12

Article 4

Salaires minimaux garantis

4.1. Cas des entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou à 35 heures en moyenne sur l'année.

A compter du 1^{er} janvier 2005, les salaires minimaux garantis ne peuvent être inférieurs aux montants ci-après.

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE GARANTI AU 1 ^{er} janvier 2005 (en euros)	
		Horaire	Mensuel
OM	120	8,02	1 216,39
OS 1	130	8,07	1 223,98
OS 2	140	8,14	1 234,59

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE GARANTI AU 1 ^{er} janvier 2005 (en euros)	
		Horaire	Mensuel
OS 3	150	8,26	1 252,79
OQ 1	160	8,38	1 270,99
OQ 2	170	8,50	1 289,19
OQ 3	185	8,70	1 319,53
OHQ	200	8,85	1 342,28
Chef d'équipe	225	9,17	1 390,81

4.2. Cas des entreprises dont l'horaire collectif est supérieur à la durée légale de 35 heures.

A compter du 1^{er} janvier 2005 et jusqu'au 31 mai 2005, pour les entreprises qui ont maintenu un horaire collectif de travail supérieur à 35 heures, les salaires minimaux garantis fixés à l'article 4.1 sont applicables selon les modalités particulières suivantes :

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE GARANTI du 1 ^{er} janvier 2005 au 31 mai 2005
OM	120	7,70
OS 1	130	7,75
OS 2	140	7,81
OS 3	150	7,93
OQ 1	160	8,05
OQ 2	170	8,16
OQ 3	185	8,35
OHQ	200	8,50
Chef d'équipe	225	8,80

4.3. A compter du 1^{er} juin 2005, toutes les entreprises de la région Centre entrant dans le champ d'application du présent accord appliqueront la grille des salaires minimaux garantis telle qu'elle est définie à l'article 4.1.

Article 5

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord national de salaires du 21 février 1957, les salaires minimaux garantis comprennent tous les avantages en nature, y compris l'indemnité différentielle de réduction du temps de travail, ou autres, accordés sous forme de primes ou toute autre dénomination que ce soit.

Toutefois, en sont exclues :

- a) les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;
- b) les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux dangereux, insalubres ou pénibles ;
- c) les majorations pour heures supplémentaires ;
- d) les primes de productivité, telles qu'elles sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes données par ces textes ;
- e) les primes d'ancienneté et d'assiduité ;
- f) les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Article 6

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises au regard de l'article 4 est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis fixés à l'article 4.

Article 7

Le texte du présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi du Loiret, conformément aux dispositions du décret 79-1202 du 28 décembre 1979, et au secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes (loi du 13 novembre 1982).

Article 8

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la direction départementale du travail et de l'emploi du Loiret. Elle devra en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Article 9

Les parties signataires conviennent d'un commun accord de se revoir au cours d'une réunion prévue courant octobre 2005.

Fait à Ormes, le 29 octobre 2004.

(Suivent les signatures.)